

Rapport d'évaluation multisectorielle

Mécanisme de réponse rapide (RRM) Mali

Région:	Tombouctou	Commune :	Lafia	Date début évaluation	09/02/2021	Date fin évaluation	13/02/2021
Cercle:	Tombouctou	Zone évaluée :	Marmar, Aglal, Tougouft, Kelterewit, Handaw, Tayba				

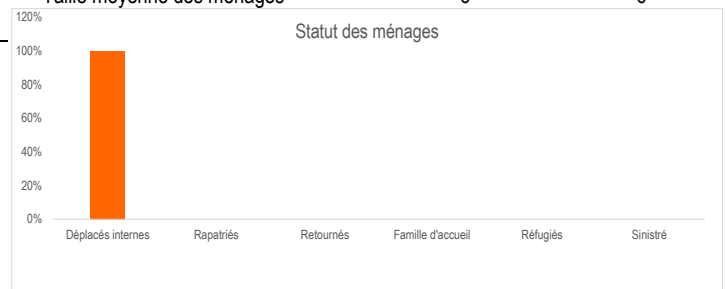
Informations générales

Contexte de l'évaluation

Cette évaluation multisectorielle qui a été réalisée du 09 au 13 février 2021 avec l'accompagnement du service local du développement social et de l'économie solidaire (SLDSES) du cercle Tombouctou dans la commune rurale de Lafia, cercle et région de Tombouctou est intervenue suite à l'arrivée de nouveaux ménages déplacés sur les sites de Marmar, Aglal, Tougouft, Kelterewit, Handaw et Tayba. Ces ménages ont quitté Ndaki, Ingaratane, Assalwa, Kikara, commune de Gossi et Bounty dans le cercle de Douentza du 12 au 20 janvier 2021. Ce mouvement serait causé par des frappes aériennes opérées par les Forces Barkhane dans la zone de Gossi et des représailles et intimidations des hommes armés sur la population civile. Cette situation a créé un climat d'insécurité et de panique générale d'où ce mouvement massif de population vers la commune de Lafia. Au cours de l'évaluation, 367 ménages déplacés ont été identifiés et ciblés, 76 enquêtes ménage, 4 focus groupes et 4 enquêtes points d'eaux ont été réalisés. Les personnes concernées par cette évaluation sont essentiellement des tamasheqs noirs et blancs exerçant comme activités économiques l'élevage et l'agriculture.



Ménages évalués	Ménages enquêtés	Ménage Ciblage
Nombre de ménages	76	367
Nombre de personnes	475	2098
Taille moyenne des ménages	6	6



Statut des ménages

Déplacés internes	100%
Rapatriés	0%
Retournés	0%
Famille d'accueil	0%
Réfugiés	0%
Sinistré	0%

Description de la crise

Le début du mois de janvier 2021 a été marqué par des opérations militaires dans les zones couvrant les trois frontières Mali, Burkina et le Niger. Les plus marquantes sont les frappes opérées par barkhane le 12 janvier 2021 contre des positions des groupes présumés radicaux dans les localités de Gossi et Douentza. En plus de ces opérations militaires, plusieurs personnes vivant dans ces localités étaient les cibles des persécutions et des règlements de compte de la part des hommes armés qui prenaient ces personnes comme des espions des forces étrangères. Agacées par les harcèlements à répétition, ces personnes ont parcouru des longues distances pour regagner la commune de Lafia ou elles se sentent plus en sécurité.

Localités évaluées

Région	Cercle	Commune	Localité	Avant crise		Après crise
				Nombre de ménages	Nombre de personnes	Nombre de ménages déplacés
Tombouctou	Tombouctou	Lafia	Aglal	325	1950	0
Tombouctou	Tombouctou	Lafia	Marmar	84	500	72
Tombouctou	Tombouctou	Lafia	Tayba	24	144	30
Tombouctou	Tombouctou	Lafia	Handaw	33	200	50

Les informations de ce tableau sont issues des focus group réalisés lors de l'évaluation multisectorielle. Ils sont à titre estimatif à travers les échanges réalisés avec les communautés affectées. Pour le nombre réel des déplacés se référer aux données du ciblage.

Interventions planifiées ou en cours

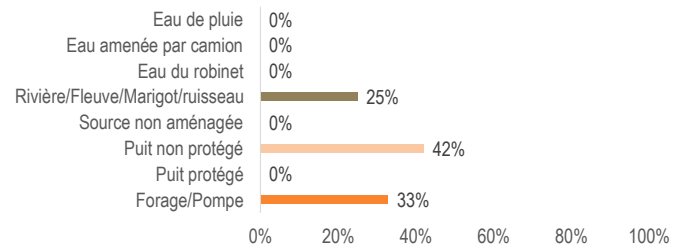
NRC, sous financement ECHO, a prévu une assistance en vivres, en NFI et en Kits Covid-19 pour l'ensemble des ménages déplacés (367) de la commune de Lafia.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Données clés

Nombre de litre d'eau moyen par personne et par jour	11
Taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	5%
Ménages ayant accès à une latrine	8%
Ménages déclarant se laver les mains avec du savon	18%
Ménages déclarant se laver les mains avec du savon à au moins 3 moments clés	1%
Ménages n'ayant pas besoin de traiter leur eau:	26%
Ménages utilisant une source d'eau améliorée	33%

Source d'eau principale des ménages



Analyse:

Sur l'ensemble des sites visités, les communautés consomment à majorité soit 42% l'eau des puits non protégés, 25% consomment l'eau du fleuve/ marre/marigot contre seulement 33% qui consomment l'eau des forages/pompes. La couleur de l'eau des puits non protégés est un peu rougeâtre et celle de l'eau du fleuve est boueuse. Ces personnes consomment en moyen 11 litres d'eau par personne et par jour contre 15 litres selon les normes. A noter que ces personnes ont un manque de récipients adéquats pour le transport et la conservation de l'eau. Seul un site (Aglal), sur les six, dispose d'un forage, d'où l'insuffisance des infrastructures d'eau potable. La grande majorité de ces ménages ont une faible connaissance des mesures d'hygiène en générale et celles liées à la Covid 19 en particulier. Seulement 8% de ces ménages vivant dans des familles d'accueils ont accès à une latrine publique avec trou à défécation. Ceci s'explique par le fait qu'il n'y a presque pas de latrine construit sur les sites d'accueil.

Recommandations:

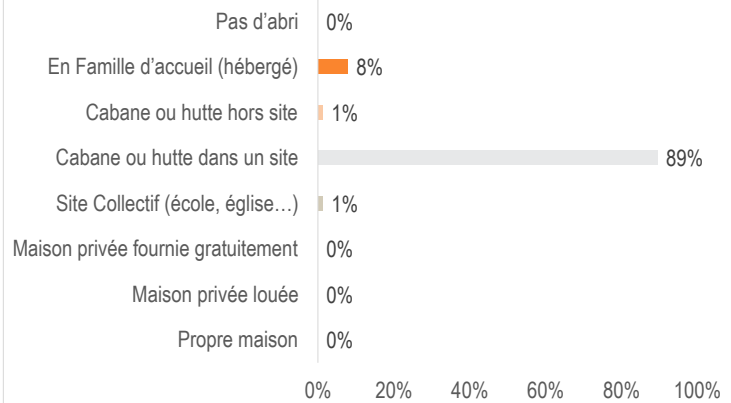
- Assister ces ménages en intrants Wash (PUR et AQUATAB)
- Assister ces ménages abris
- Sensibiliser ces ménages sur les mesures barrières du covid-19

Articles ménagers essentiels (AME) et abri

Données clés

Ménages qui atteignent le standard NFI pour AME	0%
% Standard NFI atteint par article	
Bidon	13%
Casseroles et marmites	8%
Supports de couchage/Natte	12%
Couvertures	9%
Moustiquaires	0%
Moyenne Standard NFI	5,5
Etat des abris	
Non Endommagés	4%
Dégâts lourds mais réparables	96%
Totalemment détruit	0%

Type d'abri des ménages



Analyse

L'évaluation des besoins en terme d'AME s'est basée sur la possession en quantité et qualité des items NFI. Le calcul de vulnérabilité est fait sur la base du standard NFI dont l'échelle de vulnérabilité est comprise entre 0 et 12 avec un seuil de vulnérabilité inférieur à 13. Ainsi, à l'issues des enquêtes ménages, la situation des personnes déplacées dans la zone évaluée en termes de standard NFI est préoccupante avec un score de 5,5 sur un standard minimum de 13. Cela se traduit par le fait que 100% de ces ménages n'atteignent pas le standard minimum NFI. Les seuls items visibles sont les bidons et loutres utilisées pour le transport et le stockage de l'eau et quelques vieilles casseroles, couvertures. Pour répondre à leurs besoins ménagers, les ménages déplacés bénéficient de la solidarité de la communauté d'accueil qui les ont offerts quelques items tels que des nattes et tissus pour confectionner leur hutte et des bidons pour stoker l'eau. En termes d'abris et selon les informations recueillies, 89% des ménages vivent dans des cabanes ou huttes sur un site et 8% en famille d'accueil. A noter que 96% de ces abris sont en mauvais état.

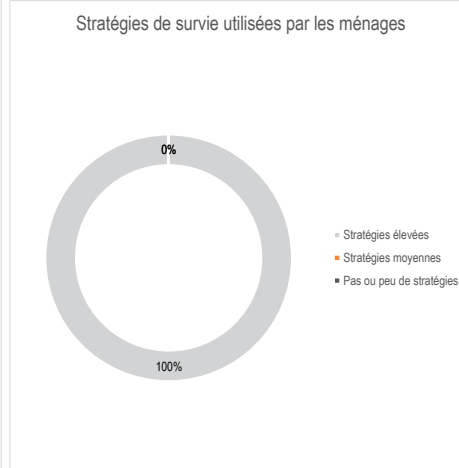
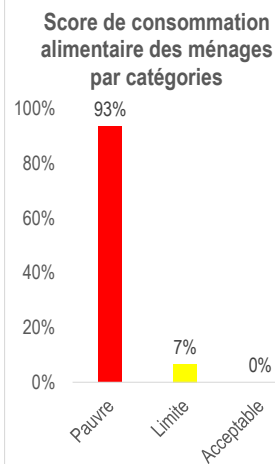
Recommandations

- Fournir une assistance en Abris
- Fournir une assistance en NFI

Sécurité Alimentaire

Données clés

Score de consommation alimentaire (SCA) moyen	21
Indice de stratégie de survie simplifiée (rCSI) moyen	41,4
Ménages ayant un stock alimentaire ou moyens pour s'alimenter	0%
Durée moyenne des stocks (en semaines)	
Ménages possédant du bétail	4%
Ménages ayant un stock d'aliment pour leur bétail ou moyens de les nourrir	0%
Durée moyenne des stocks bétail ou moyens (en semaines)	



Analyse

La situation alimentaire chez les déplacés est préoccupante, en effet ces PDI se trouvent pour la majorité dans sites d'accueil qui ont souffert de la montée du niveau d'eau du fleuve qui a englouti plusieurs récoltes dans les environs. D'après les analyses de données, ces ménages ont un score de consommation alimentaire moyen de 21 et 93% des ménages enquêtés ont un score pauvre, 7% avec un score limite. Ils ont une alimentation assez monotone basée essentiellement sur la consommation des céréales. Notons, cependant, une légère consommation de lait et de la viande ceci du fait que certains ménages se trouvent sur des sites qui exercent l'élevage comme activité génératrice de revenu. Pour pallier à ces insuffisances, plusieurs stratégies sont adoptées. Ainsi 30% des ménages enquêtés réduisent la consommation des adultes au profit des enfants, pendant que 17% Consomment des produits inhabituels de cueillette et 10% des ménages qui achètent des aliments moins chers ou limitent le nombre de repas par jour, 13% empruntent de la nourriture ou compter sur l'aide d'un parent. Ces stratégies négatives montrent la vulnérabilité des ménages PDI et les expose à un risque d'insécurité alimentaire. Un indice stratégie survie moyen de 41% est élevé pour les 100% des ménages. Aucun ménage ne possède du stock alimentaire ou d'argent pour couvrir ses besoins alimentaires au moins d'une semaine. Cependant ces ménages survivent grâce à de l'entre aide communautaire et la main-d'œuvre (la confection des briques, la vente des bois de chauffage) et les femmes qui exercent des activités artisanales comme le tissage des nattes.

Recommandations

- Assister les ménages PDI en vivres
- Faire de dépistage de masse pour identifier et éviter un risque malnutrition
- Plaidoyer auprès du PAM pour intégrer ces ménages dans leur programme alimentaire

Education

Données clés

	Filles	Garçons
Taux de scolarisation actuel des enfants de 7 à 12 ans	8%	0%
Taux de scolarisation actuel des enfants de 12 à 17 ans	4%	0%

Analyse

D'après les autorités communales, la commune de Lafia compte neuf (9) écoles dont six (6) premier cycles et trois (3) second cycles. A Aglal et Boni les cours reprennent timidement selon les autorités éducatives, seuls quelques élevés répondent à l'appel, mais le constat est que le personnel éducatif est majoritairement absent sur les sites, à Aglal seul un maître d'anglais et 3 enseignants qui sont pris en charge par le Partenaire UNICEF sont présents pour dispenser les cours. Malgré la proximité des écoles seulement 7% des enfants en âge de scolarisation fréquentent les écoles. Le constat est que la plupart des enfants (garçons) des ménages PDI enquêtés fréquentent les écoles coraniques ou ne sont pas scolarisés. Ce faible taux de fréquentation s'explique par la peur des représailles constatée chez les populations. A noter que l'école d'Aglal était victime de saccage, incendie du matériel didactique et des équipements bureautiques de la part des hommes armés non identifiés.

Accès aux services de santé

Confirmation de la Présence d'un CSCOM fonctionnel et accessible dans la localité 75%

Analyse

75% des ménages interrogés confirment la présence d'un CSCOM fonctionnel et accessible à Aglal. Une forte fréquentation de cette structure est enregistrée depuis septembre 2020 à jours. Un chef de poste, une matrone, un chargé programme élargi de vaccination (PEV), un infirmier obstétricien, un aide-soignant et un gérant sont les personnels techniques chargés du soin des PDI ainsi que des populations hôtes dans le village d'Aglal. Fragilisé par une insuffisance de médicament, le CSCOM d'Aglal est accessible pour tous les déplacés. Le partenaire IMC prend en charge le personnel et les médicaments, acte qui soulage une partie des souffrances de ces communautés gangrenées par la pauvreté. Cette structure peine à répondre aux demande d'une clientèle qui augmente chaque jour. Le CSCOM ne dispose pas d'ambulance en cas de référencement. Les pathologies les plus courantes sont les otites, la syphilis, le paludisme et les infections respiratoires aiguës.

Accès aux marchés

Confirmation de la Présence d'un marché fonctionnel dans/ou plus proche de la localité 100%

Panier de la ménagère selon la taille moyenne des ménages lors du ciblage 41531 F CFA

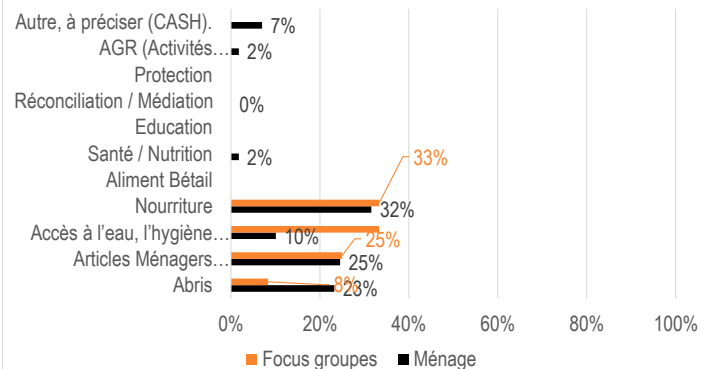
Analyse

Les PDI aussi bien que les populations hôtes se ravitaillent à la foire hebdomadaire de Aglal, seul foire de la commune qui se tient chaque mardi. Les 100% des personnes interrogées confirment l'accessibilité à cette foire. Cependant 50% pensent que la disponibilité des marchandises est passable contre 25% qui affirment qu'elle est mauvaise. Concernant les prix, 50% pensent qu'ils sont passables et 50% disent plutôt mauvais. Cette foire est fréquentée par des commerçants venant de Teherdje, Sérère, Hamzakoma, Bambarooudé, Ber et Tombouctou. Les denrées de première nécessité sont le riz est à 300 F CFA le kg, Le haricot à 1000 F CFA le Kg, l'huile végétale à 1000 F CFA le litre et le sel gemme 200 FCFA le Kg. A signaler que Les prix et la disponible des denrées varient selon les saisons, les résultats de la campagne agricole et le contexte

Priorités sectorielles

A la lumière des échanges au cour de l'évaluation, les besoins prioritaires des déplacés et les ménages hôtes sont : 32% des PDI expriment des besoins en nourriture, 28% en AME et 23% en abris. La majeure partie de ces personnes exercent comme activités génératrice de revenu l'élevage, l'agriculture et le petit commerce.

Priorités sectorielles exprimées (Focus group/EM)

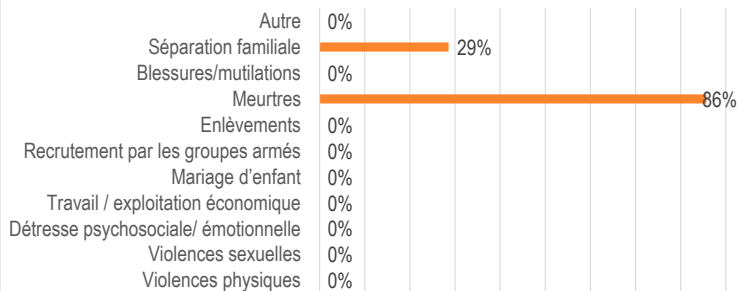


Protection

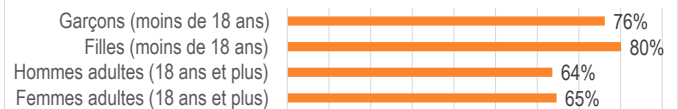
Possession de pièce d'identité nationale (CNI ou NINA)



Principaux risques auxquels les ménages déclarent faire face

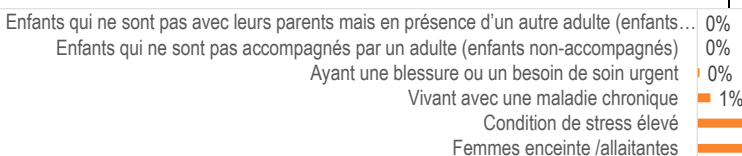


Possession d'acte de naissance



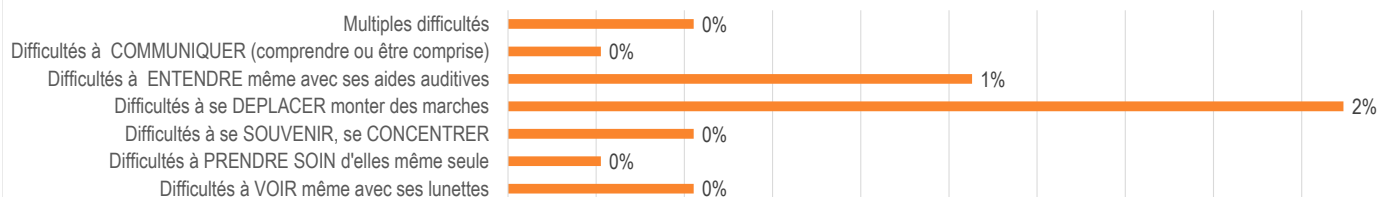
Analyse

Les risques liés aux meurtres et les opérations militaires constituent les 86% des raisons de déplacement de ces PDI. 29% d'entre eux sont victimes de séparation de famille. Des personnes victimes de viol signalés sur certains sites de départ et aussi dans certains sites d'accueils. Des pertes en vies humaines lors du voyage périlleux. On retrouve dans 74% des ménages PDI des femmes enceinte ou allaitantes avec des besoins spécifiques. 64% des femmes adultes possèdent des pièces d'identités et 61% pour les hommes.



Ménages déclarent avoir des besoins spécifiques

Ménages déclarant des handicaps



Autres Information

Durant l'activité des cas de protection notamment des cas de viols collectifs avec possibilité de grossesse non désiré et violence psychologique ont été rapporté à l'équipe et des cas de détresse psychologique (une femme qui a perdu son bébé mort de soif courant le voyage).

Méthodologie

Cette enquête a été réalisée dans le cadre du mécanisme de réponse rapide (RRM) en suivant une méthodologie préétablie. Trois types d'évaluations sont combinés dans ce rapport : des données d'enquêtes ménages, des données issues des focus groupes conduits avec les représentants des communautés et une observation directe des points d'eau utilisés par les ménages.

Les résultats ménages présentés dans ce rapport sont représentatifs de la population totale étudiée à un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10%, grâce à un échantillonnage aléatoire représentatif basé sur la population d'intérêt estimée.

Contact:

- 1) Prince K LUMUENO, Spécialiste des Urgences, E-mail: prince.lumueno@nrc.no
- 2) Badou HANDANE, Coordinateur des Urgences Tombouctou, NRC, E-mail: badou.handane@nrc.no